



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,535>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2006 - N° 1067 - juillet 2006 -

Date de mise en ligne : dimanche 2 juillet 2006

Description :

Quelques chiffres pour faire des comparaisons...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le plus grand déficit de l'histoire

Selon l'économiste américain Paul Krugman, le déficit commercial total des États Unis atteignait en 2005 près de 900 milliards de dollars [1]. Si on y inclut la valeur des entreprises possédées par des étrangers, la dette internationale du pays est 1.000 milliards de dollars plus élevée que le chiffre officiel. Depuis la fin des années 1980, les Américains n'ont pas cessé de s'endetter. Rien que depuis 1999, ils ont emprunté plus de 3.000 milliards de dollars. Ils ont de moins en moins d'actifs et de plus en plus de dettes, si bien que le déficit de leur balance courante atteint 6,5% de leur produit intérieur brut. Dans le cas d'un pays émergent, les opérateurs des marchés financiers commencent à paniquer quand le déficit atteint 5 ou 6%, mais comme les Américains sont au centre du système financier mondial le montant de leur dette est apprécié différemment. Bien que leur dette externe soit supérieure d'environ 30% à leurs actifs, les revenus qu'ils tirent de ces derniers sont supérieurs aux intérêts (2%) qu'ils paient pour leur dette. Cette situation privilégiée dure depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Ils bénéficient aussi du fait que presque toute leur dette est libellée en dollars alors que leurs actifs sont aux deux tiers libellés en monnaies étrangères (euros, francs suisses, yens, ...). Dans ces conditions, une dépréciation du dollar a pour effet de réévaluer leurs actifs alors que la valeur de leur dette ne change pas. En continuant à accepter cette "règle", les banques centrales asiatiques, qui financent la presque totalité du déficit américain, prennent un risque considérable sur les taux de change. Mais elles sont coincées : si elles cherchaient à diminuer ce risque en diversifiant leurs avoirs, elles subiraient des pertes importantes [2].

Subventions agricoles

Selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publiée le 21 juin, les pays membres ont versé à leurs agriculteurs en 2005, 225 milliards d'euros de subvention. Ce qui constitue, en moyenne, 29% du revenu des agriculteurs (dans la période 1986-88 ce pourcentage était de 37%). Une étude plus fine montre que la proportion des aides dans le revenu des agriculteurs est de 32% dans l'Union européenne, 16% aux États Unis et seulement 5% Australie. Les agriculteurs les plus aidés sont ceux de Suisse (68%), de Norvège (64%), de Corée du Sud (63%). L'étude de l'OCDE préconise de « rompre le lien entre l'aide et la production » en orientant davantage les subventions vers « le développement durable et le bien-être des communes rurales ».

À quand la rupture du lien entre travail et revenu ?

500.000

C'est, d'après l'étude annuelle publiée par la banque américaine Merrill Lynch et la société de services informatiques française Capgemini [3], le nombre dont s'est accru en 2005 le "club" des très riches du monde qui compte désormais 8,2 millions de membres. Leur fortune cumulée atteint 26.400 milliards d'euros, en hausse de 8,5% par rapport à 2004. On compte 21% de millionnaires de plus en Corée du Sud, 19,3% en Inde et 7,4% de plus en Russie. En France le nombre de grandes fortunes a augmenté de 3,5% en un an et atteignait 367.000 membres fin décembre 2005. Il faut noter que les résidences principales et le patrimoine non financier (oeuvres d'art, yachts...) de ces très riches ne sont pas pris en compte dans ces calculs de fortunes.

Le groupe des "ultra-riches", ceux qui possèdent plus de 30 million de dollars, a, lui, augmenté de plus de 10% en 2005. On en compte environ 85.400 dont 12.200 sont Nord-Américains.

Les salaires des PDG

Une enquête réalisée sur 200 grandes compagnies par le cabinet américain Clark consulting révèle qu'en moyenne, la paie annuelle d'un PDG aux États-Unis est de 9,4 millions d'euros, soit une hausse de 27% en 2005, après une hausse de 30% en 2004. Le champion est Ray Irani, patron d'Occidental Petroleum avec 52 millions d'euros.

En France [\[4\]](#), les PDG des entreprises du CAC 40, ont touché en moyenne 5,6 millions d'euros en 2004. Précisons qu'en ce qui concerne les stocks options, les bénéficiaires prennent généralement une assurance de sorte que si les cours de la Bourse ont baissé au moment où ils veulent revendre leurs actions, ils sont indemnisés par leur compagnie d'assurance !

Selon le rapport annuel du groupe TF1, son patron Patrick Le Lay a perçu 2,19 millions d'euros en 2005 (y compris les avantages en nature et jetons de présence perçus au sein des groupes Bouygues et Colas). Le vice président, Etienne Mougeotte, a touché, lui, 1,6 millions d'euros.

Retraite additive !

D'après le "Document préparatoire à l'assemblée générale du 20 avril 2006", six membres du directoire de Vivendi vont bénéficier, en plus de leur retraite conventionnelle, d'une "retraite additive". Les provisions liées à ces avantages s'élèvent à 2,2 millions d'euros en 2005, soit 360.000 euros par personne en moyenne.

Contraste

L'endettement des ménages français a atteint un niveau record en 2004 [\[5\]](#). Il représente 64% du revenu disponible brut et 435% de l'épargne brute en 2005. C'est « le niveau le plus élevé jamais observé en France », précise la Banque de France. Cet endettement a augmenté de 10,5% en 2005 contre 9,9% en 2004.

[\[1\]](#) New York Times, 29/04/2006.

[\[2\]](#) Le Monde, 14/06/2006.

[\[3\]](#) Le Monde, 23/06/2006.

[\[4\]](#) Le Nouvel observateur, 13-19 /04/2006.

[\[5\]](#) Le Monde, 24/05/2006.